UD GIRONDE la cgt

La Vie Syndicale

Bulletin de l'Union Departementale CGT de la Gironde

Novembre - Décembre 2021 # 1158

Hausse des salaires, 32h : ensemble nous les gagnerons !

Les nombreuses luttes notamment celles menées en Gironde, démontrent une volonté et une capacité des salarié.e.s à se mobiliser pour l'augmentation de leur salaire, pour leur emploi et leurs conditions de travail.

C'est notre priorité syndicale d'être à côté de ces salarié.e.s. C'est notre responsabilité de mesurer cette volonté et notre force de la transformer en capacité d'actions revendicatives et collectives.

La justice sociale ne se gagne que dans l'émancipation des travailleuses, travailleurs et la construction syndicale du rapport de force face aux forces du capital.

La période est en mesure de devenir une nouvelle séquence sociale d'ampleur, après celle des actions de décembre 2019 à mars 2020 sur les retraites, pour faire que le « tous ensemble » soit une nouvelle démonstration pour gagner sur l'urgence de l'augmentation des salaires de toutes et tous !

Travailleuses et travailleurs du public et du privé mobilisé.e.s avec la CGT, portent aussi l'expression d'une volonté de retrouver une dignité que le patronat tente de leur hotter au quotidien. Ces luttes sont la fierté du monde du travail. Elles mettent en avant que ce sont les questions sociales et tout particulièrement celles des salaires, du point d'indice, des pensions, des allocations pour les privés d'emplois, qui sont urgentes. Les travailleuses et les travailleurs ne sont pas dupes des tentatives qui sont faites pour les détourner de la réalité qu'ils vivent. Les prix de l'énergie, des fruits et légumes, des transports, des carburants, des services publics pèsent de plus en plus lourdement dans les budgets. C'est cela l'urgence, et pas celle de l'immigration qui sert de diversion à chaque période électorale. La réponse à cette urgence c'est la juste répartition des richesses créées. L'urgence, c'est les salaires.

Cette urgence est d'autant plus criante face à l'injustice sociale. Ce sont 57 milliards d'euros qui sont distribués aux actionnaires par les entreprises multinationales du CAC 40, sans compter les milliards d'argent public distribués sans condition aucune, aux entreprises. Les taux de marge des entreprises atteignent grâce à ces aides publiques, des niveaux eux aussi historiques.

Notre campagne CGT « urgence salaires » avec son matériel « kit salaire » qui porte une alternative puissante et crédible doit permettre de contribuer à l'appropriation par les salariés de cette question structurante de société et d'élargir les luttes actuelles. C'est le salaire brut et donc aussi les cotisations sociales (caisses d'assurances chômage, retraite, maladie...) que les travailleuses et les travailleurs veulent voir augmenter pour pouvoir vivre décemment au quotidien et de façon pérenne toute la vie.

La justice sociale qui pour la CGT doit se traduire par la répartition des richesses à aussi une traduction dans notre revendication de la réduction du temps de travail sans perte de salaire. Notre ambition est grande mais crédible à vouloir articuler nos campagnes revendicatives sur les salaires et celle sur les 32 h. Les exemples concrets de l'existant sont là aussi des points d'appui pour faire que ces revendications soient appropriées par le monde travail.

La nouvelle journée de mobilisation unitaire et interprofessionnelle du 27 janvier 2022 doit être une nouvelle occasion pour le monde du travail de porter dans un « tous ensemble », cette urgence sociale.

Dans ce contexte sanitaire et de tension dans les services publics (notamment dans les hôpitaux) compte tenu des politiques maintenues, la journée d'action du 11 janvier, à l'appel de l'intersyndicale de la Santé, puis celle du 25 janvier dans l'Énergie doivent aussi permettre une mobilisation interprofessionnelle pour porter collectivement, nos revendications d'une reconquête des services publics c'est-à-dire le capital de celles et ceux qui n'en ont pas.

Stéphane OBÉ

Directeur de la publication : Jérémy Ringot - Responsable de la rédaction : Nathalie Simon - CP N° 0319 S 05696 - ISSN - 2103 - 8198 - Dépôt légal à parution - Prix : 0,15 € - Imp RIVET

Des mobilisations en Gironde qui s'amplifient...

La campagne confédérale « urgence salaire » a trouvé toute sa place dans ce moment de NAO.
Pas une semaine sans débrayage ou grève pour demander des augmentations de salaire !
Que l'on soit dans l'industrie ou dans le service public tout le monde est concerné. Bien entendu dans le privé cela va se traduire au moment des NAO, que ce soit dans la période de négociation ou pour une demande de réouverture de celle-ci.
Et les salariés répondent présents aux appels à la grève. La participation est au-delà des prévisions des syndicats. La colère se matérialise par des piquets de grève conséquents tant en participation qu'en détemination.

À Bazas dans le sud Gironde, le 4 novembre ce sont plus d'une centaine de grévistes soit 60% de l'effectif de **l'abattoir de volailles LDC** qui ont réclamé une augmentation de 100 euros net de leur salaire mensuel en lieu et place d'une prime annuelle exceptionnelle de 220 euros proposée par leur direction. Un mouvement qui était pour ces salariés le premier d'une longue carrière.

Du 8 au 10 novembre, c'est durant trois jours de grève historique à la **Mutualité de Pessac** que le personnel administratif a porté l'urgence de voir une revalorisation de leur salaire. Ce premier coup de semonce a permis de démontrer la capacité et la détermination des salariés à se mobiliser sur cette question de justice sociale. Suite à ce mouvement, les propositions de la direction restent insuffisantes. Une nouvelle action est en préparation pour la rentrée.

En France et en Gironde de novembre à décembre, **les Cheminots et l'Énergie** ont mené plusieurs actions pour imposer la reconnaissance de leurs métiers, pour que leurs grilles salariales et rémunérations qui sont attaquées soient en adéquation avec les richesses créées par leur travail.
Des luttes qui commencent à payer. Une véritable et juste répartition de ces richesses reste à gagner. Des actions sont programmées à la rentrée.

Les retraité.e.s ont démontré aussi par leur nombre (25 000) à Paris le 2 décembre que leurs revendications sont largement partagées.

Les différentes réformes des retraites ont de graves conséquences sur les pensions.

Baisse des pensions et augmentation du coût de la vie obligent de plus en plus à des renoncements à se chauffer, aux soins... Pire Emmanuel Macron dans ses dernières allocutions annonce vouloir récidiver s'il est réélu.

Privé.e.s d'Emploi : à Bordeaux le samedi 4 décembre, l'urgence de voir des allocations chômage permettant de vivre dignement a été exprimée lors d'un rassemblement avec prises de paroles. Une urgence d'autant plus vive face à un gouvernement qui a passé en force sa réforme de l'assurance chômage entrée pleinement en vigueur le 1er décembre. Durcissement du seuil d'accès et dégressivité des allocations pour les cadres entrainent ainsi une baisse des droits pour des millions de travailleurs privés d'emploi.

Au CEA, là aussi une mobilisation inédite avec un taux de grévistes de 40% soit 400 personnes sur le site du Barp. La colère était d'autant plus légitime après 12 années de gel du point d'indice. Malgré la réputation internationale de ce centre de recherche, le CEA peine à recruter. Ce constat est le même que dans la métallurgie, la faute principalement à des grilles de salaires basses.

Des mobilisations en Gironde qui s'amplifient... (suite)

Les personnels de l'action sociale ont une nouvelle fois manifesté le 7 décembre pour que le Ségur de la Santé leur soit appliqué. Comment ne pas interpréter comme une intolérable injustice de la part du gouvernement de ne pas légiférer en leur direction ? Les conditions de travail dans le médico-social sont encore plus dégradées depuis l'arrivée du COVID. Les travailleurs sociaux et les personnels du secteur de la petite enfance sont débordés de travail, les conséquences de la crise sanitaire ayant des répercussions qui perdurent ou qui apparaissent plus tardivement.

Toujours sur le thème des salaires et des emplois, **le syndicat de la monnaie de Pessac,** a organisé un rassemblement. La direction a le projet de supprimer 70 postes, alors qu'elle abuse des intérimaires. Le manque de formation entraine des disfonctionnements qui sont répercutés sur les salariés.

Face aux désengagements industriels du site de Pessac et la possible disparition des pièces de 1 et 2 centimes, la CGT porte le projet de nouvelles productions comme dans le secteur du cuivrage.

Les syndicats de la métallurgie se sont fortement mobilisés sur **Dassault Mérignac et Martignas, Stryker,** et ont organisé plusieurs actions dans le cadre des NAO pour des augmentations de salaires. Ces luttes démontrent qu'il est urgent de mobiliser les salariés sur cette question.

Après la manifestation du 25 novembre à Paris pour une Convention Collecitve Nationale, **l'USTM 33** continue sa campagne d'informations auprès des jeunes avec par exemple des tractages devant le lycée Kastler à Talence.

Ces moments d'échanges et de rencontres, **le syndicat de SANOFI** a pu en percevoir l'utilité lors des rassemblements organisés pour appuyer les NAO. Avec une retransmission en direct de la sortie des camarades en charge des négociations avec la direction nationale. Le retour immédiat des échanges sur la teneur des négociations a permis de créer une émulsion avec les salariés qui se sont rapprochés de la CGT, (son organisation, ses revendications. . .).

Le syndicat a décidé de partir de leurs demandes pour programmer des réunions d'informations. Nul doute que ce travail les amènera vers un renforcement syndical.

Les revendications prennent aussi la forme d'une demande de recrutements, de titularisation ou de réduction du temps de travail, c'est ce qu'a demandé le **syndicat de la mairie de Mérignac** ce 14 décembre dans le cadre d'un mouvement national à l'appel des services publics et de l'USPAOC des personnels de l'animation. Le syndicat avait décidé d'ouvrir cet appel à toutes les catégories de personnel. Chacun ayant pu s'exprimer au cours du rassemblement.

À Libourne, les personnels de l'animation ont eux aussi manifesté pour demander une vraie reconnaissance de leur métier, et la fin des bas salaires, de la précarité et des mauvaises conditions de travail en demandant notamment plus de personnel d'encadrement des enfants.

Vers un « Toutes et tous ensemble » le 27 janvier et ses suites...

« Kit Salaire », c'est à disposition…

Pétition :
Pour une augmentation générale des salaires.

Modèle à télécharger

Comment bien lire son bulletin de salaire ?
Pour les 3 versants de la Fonction Publique et pour le privé.

Fiches argumentaires :

- C'est quand le bon moment pour augmenter les salaires ?
- Augmenter les salaires ça freine la compétitivité ?
- Réduire les cotisations sociales, ça permet d'augmenter les salaires ?

Tout ce qu'il faut savoir sur le salaire

Glossaire CGT

Demande ouverture de NAO

Modèle de courrier pour les employeurs

Retrouvez tout le kit salaire en flashant le Qr Code ou en allant sur le site de l'UD https://www.cgt-gironde.org

Gagnons les 32H ! Lancement de la nouvelle phase de la campagne CGT pour TRAVAILLER MOINS, TRAVAILLER MIEUX, TRAVAILLER TOUTES ET TOUS, C'EST POSSIBLE ET URGENT !

Jeudi 14 octobre à l'initiative nationale de la CGT pour la réduction du temps de travail et les 32h, la conférence à Montreuil retransmise en direct a permis à l'UD de proposer aux syndicats de la gironde de se réunir à la bourse du travail et de s'inscrire dans les débats de cette journée.

Les différentes interventions, analyses et témoignages ont permis de dresser des enseignements du contexte pandémique et appellent des mesures ambitieuses : logique de plan de rupture de la CGT opposée au plan de relance gouvernement / Medef.

La nécessité d'alimenter le débat public autour de ce thème du temps de travail qui est à la croisée des enjeux de la période (salaire, emploi, conditions de travail, égalité femmes-hommes, finalités du travail, environnement).

Étant donné le contexte, une mise à jour de notre campagne 32 heures lancée en 2016 est nécessaire. La véritable question n'est pas « pour ou contre la réduction du temps de travail » mais « quelle réduction ». L'état du marché du travail appelle à rouvrir le dossier du temps de travail, car coexistent : chômage de masse (3,6 millions de chômeurs en catégorie A en mars 2021) ; temps partiels imposés massifs (10 % des femmes et 4 % des hommes) ; heures supplémentaires à des niveaux astronomiques (800 millions d'heures par an, soit l'équivalent de 500 000 emplois selon le PLFSS 2021). Cette répartition du temps de travail et ces formes imposées de réduction du temps de travail sont encore à la main du patronat et lui permettent notamment de faire pression sur les salaires.

Les 32h sont une revendication de progrès.

La réduction du temps de travail n'est ni une lubie de la seule CGT ni une question franco-française : de nombreux exemples en France et dans le monde mis en avant lors de cette journée montrent combien cette revendication répond aux aspirations et aux besoins des travailleurs et de la société.

La CGT promeut ainsi une nouvelle réduction du temps de travail à 32 heures, encadrée par la loi. Compte tenu du bilan des 35 heures, la CGT revendique des obligations sur le maintien des salaires, les créations d'emplois et les conditions de travail, ainsi que des moyens d'intervention des salariés renforcés.

La réduction du temps de travail est une question de choix politique et non un problème financier. Pour un coût quasi deux fois moindre, les 35 heures ont permis de créer 3 fois plus d'emplois (350 000) que ceux que le CICE aurait permis de créer ou de préserver (100 000). Après celle de 2008, la crise en cours démontre une nouvelle fois que des moyens budgétaires massifs peuvent être dégagés si le choix politique en est fait.

Cette campagne veut être construite avec les syndicats. Plusieurs matériels sont à disposition pour le faire (livret, vidéo…). Dans ce moment de campagne électorale (présidentielle, législatives…), du matériel (affiches etc…) permettent aussi de s'adresser au monde du travail afin de nourrir le débat public.

L'appropriation par les salariés de cette revendication enthousiasmante au travers d'une déclinaison concrète des 32H dans leur réalité de travail quotidienne et ce quelle que soit leur situation professionnelle (TPE, PME, privé, public, ouvrier, employé, maitrise, cadre …) est la priorité que nous voulons travailler notamment sur le département de la Gironde.

À voir et à lire

Les droits des femmes au cinéma...

« Debout les femmes » film Gilles PERRET et François RUFFIN

Le film retrace le parcours des députés François Ruffin et Bruno Bonnell rédigeant le rapport sur les métiers du lien de 2019 à 2020. Ils se rendent à Amiens, Abbeville, Dieppe, Maisnières et Paris, à la rencontre d'auxiliaires de vie sociale, d'accompagnants d'élèves en situation de handicap, de femmes de ménage, etc et mettent évidence la précarité de leur activité

« L'Événement » est un film français réalisé par Audrey Diwan, sorti en 2021.

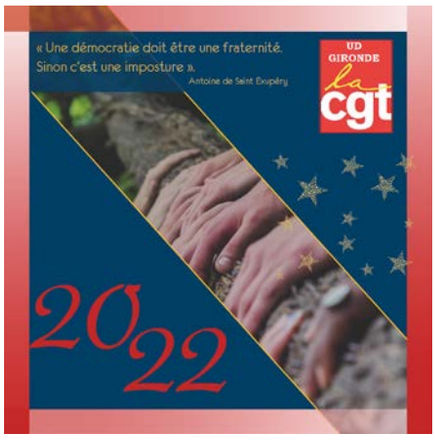
C'est l'adaptation du roman du même nom d'Annie Ernaux paru en 2000.

Il remporte le Lion d'or à la 78e édition de la Mostra de Venise.

En 1963, Anne, brillante étudiante d'origine sociale modeste, est confrontée à une grossesse non désirée qui pourrait ruiner son avenir préfiguré à une époque où l'avortement était illégal.

Les raisins de la colère - John STEINBECK

« Le soleil se leva derrière eux, et alors... brusquement, ils découvrirent à leurs pieds l'immense vallée. Al freina violemment et s'arrêta en plein milieu de la route.- Nom de Dieu ! Regardez ! s'écria-t-il.Les vignobles, les vergers, la grande vallée plate, verte et resplendissante, les longues files d'arbres fruitiers et les fermes. Et Pa dit : - Dieu tout-puissant !... J'aurais jamais cru que ça pouvait exister, un pays aussi beau. »



Agenda

- 07 janvier : CEUD
- 11 janvier : Action Santé Action Sociale
- 14 janvier : Collectif « Ensemble pour la paix »
- 25 janvier : Action Énergie
- 27 janvier : Journée action nationale interprofessionnelle
- 02 février : AG IHS suivie d'une conférence théâtrale « la rhétorique de la haine » avec Gérard Noiriel et Martine Derrier (lieu à définir).